

fév. 1967 ?

n°1 ?

# PERSPECTIVES

## anarchistes -

## communistes



BULLETIN DE L'UNION DES GROUPES

ANARCHISTES - COMMUNISTES

*Pour toute Correspondance écrire à :*  
Mlle Edith DARD  
B.P. 114 PARIS X°  
(Sans autres mentions)

- Déclaration de principes.
- Réflexions sur la campagne électorale.
- Notes sur la situation économique.
- Algérie, Espagne, Djibouti...

UNION DES GROUPES ANARCHISTES-COMMUNISTES

DECLARATION de PRINCIPES

I - POSITIONS ANARCHISTES DANS LE MONDE ACTUEL :

Le but de l'anarchisme est la liberté de l'individu d'épanouir ses facultés dans une société harmonieuse. Les sociétés actuelles ne répondent pas à ces aspirations car les hommes y sont partout exploités, opprimés et aliénés, divisés et opposés entre eux.

L'exploitation de l'Homme par l'homme prend plusieurs formes, soit concurrentes, soit conjuguées.

A l'exploitation de type capitaliste traditionnel au profit de la bourgeoisie et des possédants, s'est ajoutée l'exploitation de type bureaucratique (capitalisme d'état) au profit d'une nouvelle classe de gestionnaires et détenteurs d'un appareil d'état qui contrôle et dirige l'économie (état patron), soit partiellement (économie mixte), soit totalement (économie planifiée étatique).

Partout, possédants ou dirigeants gèrent la société à leur gré et à leur avantage en se réservant la plus-value, soit directement par le profit individuel (propriété capitaliste privée), soit indirectement par la redistribution inégale du Revenu National (gestion de l'appareil et de la propriété d'état). Les travailleurs sont confinés à leur rôle de producteurs et d'exécutants et ne reçoivent qu'une part minime du revenu général, en fonction du rapport de force dans la conjoncture du moment, c'est-à-dire, de la lutte de classe du prolétariat, (ouvriers, paysans, employés) contre la bourgeoisie et la classe technobureaucratique.

L'oppression et l'aliénation de l'homme par des institutions autoritaires garantissent la permanence de l'exploitation.

Les plus novices de ces institutions sont :

- LES ARMEES et toutes les autres forces de répression qui maintiennent le pouvoir par la force et, par le biais du service militaire propagent l'intoxication militariste.

- LES EGLISES, sectes et obédiences maçonniques, qui, sous le couvert de la recherche d'une entente entre les hommes, ont pour rôle de minimiser leur servitude, de leur faire prendre patience et d'éviter les heurts de la lutte des classes.

- LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DIVERSES, judiciaires, administratives et autres, qui, sous le couvert du Droit, maintiennent l'inégalité au profit de la classe dirigeante.

- Enfin, L'ETAT qui les coordonne toutes de son autorité suprême par une mystification générale qu'il se dise religieux, démocratique ou socialiste.

- L'ENSEIGNEMENT qui est par essence le moyen fondamental de cyclage des jeunes dans une société déterminée, est en fait l'expression directe de l'intégration morale, économique et sociale dans les régimes d'exploitation. On peut constater qu'il devient de plus en plus un instrument aux mains du patronat et du pouvoir en général.

LA DIVISION ENTRE LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES est soigneusement recherchée par tous les régimes pour mieux asseoir leur pouvoir selon le vieux principe : "Diviser pour régner".

La division des travailleurs en catégories professionnelles vise à cloisonner au maximum le monde du travail en groupes concurrents et hostiles. Elle permet, par de menus avantages économiques et sociaux, de briser la solidarité des travailleurs et, en favorisant particulièrement certaines catégories, de créer des aristocraties du travail intermédiaires entre le prolétariat et la classe dirigeante. La mystification est engendrée par les régimes économiques et politiques, par les partis et idéologies qui, défendant leur existence, doivent dissimuler leur raison d'être, leur essence.

Les régimes économiques n'instaurent pas l'abondance que les données techniques autorisent. Le capitalisme libéral de type américain, au lieu des possibilités prétendument offertes à tous, amène une instabilité et un chômage constant ainsi qu'une concentration grandissante de la fortune en quelques monopoles. Les régimes d'ECONOMIE MIXTE, nombreux en Europe de l'Ouest et dans les pays sous-développés, font cohabiter un secteur public nationalisé avec un secteur privé qui s'entendent aux dépens des travailleurs. Les régimes d'ECONOMIE ETATISEE de type marxiste où l'état a seul la propriété, la direction, le profit de l'économie, engendrent une nouvelle classe dirigeante et, du soit-disant socialisme d'état, se muent en capitalisme d'état.

Les régimes politiques, au lieu de susciter la participation réelle des peuples concentrent le pouvoir entre les mains d'un petit nombre.

- Les DEMOCRATIES PARLEMENTAIRES instaurent le pouvoir de politiciens professionnels groupés en partis démagogiques au service des gros intérêts privés.
- Les DICTATURES de type TRADITIONNEL ou FASCISTE ne consacrent que l'impuissance du capitalisme à surmonter, en démocratie parlementaire, ses contradictions.
- Les DICTATURES MARXISTES exercées soit-disant au nom du prolétariat ne sont que la dictature sur le prolétariat d'un parti de dirigeants professionnels établissant une classe bureaucratique.

Ainsi, à l'Ouest, la division des travailleurs en organisations syndicales rivales d'inspiration partisane, politique ou religieuse accroît la confusion et fait le jeu de la bourgeoisie et de l'état.

A l'Est, la réduction des syndicats en organes d'état leur enlève à la fois toute valeur représentative et toute possibilité de lutte.

Dans les deux cas, les syndicats permettent, comme les partis politiques, le recrutement et l'entraînement d'une bureaucratie de dirigeants "ouvriers" dont le rôle est de mieux diviser les masses et de saper leur combativité.

Les partis et idéologies de gauche mènent donc une politique opposée à leurs buts initiaux. Les PARTIS REFORMISTES DE TYPE SOCIAL-DEMOCRATE, en voulant réformer de l'intérieur le régime capitaliste et en acceptant concessions sur compromis, sont devenus stériles. Leur idéologie floue et l'emploi par eux, des méthodes étatiques font qu'il leur est impossible de transformer le capitalisme.

- Les PARTIS MARXISTES-LENINISTES, sous prétexte de changement radical, instaurent en fait, un régime qui est une autre forme d'oppression et d'exploitation. L'abandon, de leur part, des méthodes révolutionnaires, les fait progressivement rejoindre les positions réformistes. Leur idéologie essentiellement dogmatique et leur recherche des méthodes étatiques les vouent pareillement à l'échec.

Impérialisme et néo-colonialisme : L'exportation et la pénétration de l'idéologie et des méthodes des partis marxistes-léninistes dans les mouvements révolutionnaires du tiers-monde, n'ont réussi qu'à torpiller ces derniers, soit par une inadéquation fondamentale, soit par une surenchère radicale entre les différentes tendances et chapelles révolutionnaires. De plus, afin d'éviter toute révolution dans les pays coloniaux, les pays capitalistes de l'Ouest essaient d'instaurer le pouvoir de classes dirigeantes nationales fondé sur le patriotisme et les pseudo-intérêts nationaux. Ces deux pénétrations aboutissent en fait, à un impérialisme des pays sur-développés sur les pays sous-développés.

L'acte Révolutionnaire : Cette situation et la structure actuelle des sociétés d'exploitation ne seront liquidées que par un ou plusieurs actes révolutionnaires violents détruisant l'ordre capitaliste et étatique, et instaurant des structures nouvelles à forme socialiste. Mais l'acte révolutionnaire impose la nécessité d'éviter le retour des privilèges de la société d'exploitation et la défense des acquis des travailleurs. Cette défense doit se faire sur tous les terrains, terrains pédagogiques, artistiques, techniques et finalement on ne pourra pas éluder l'usage des armes si par les armes on prétend annuler les conquêtes révolutionnaires. La défense de la révolution doit naturellement s'exercer par les organisations populaires et non par une organisation militaire et policière qui devient rapidement l'instrument d'une nouvelle classe bureaucratique.

## II - PROGRAMME VERS LA SOCIÉTÉ LIBERTAIRE.

Le Communisme véritable, c'est-à-dire libertaire, n'est pas l'utopie lointaine d'une idéologie théorique et vague. C'est la société d'ores et déjà possible dont certains traits sont discernables à partir même des sociétés existantes de nos jours, de type capitaliste ou marxiste ; (ainsi quelles que soient les formes politiques, les mouvements sociaux qui abolissent la propriété privée, accomplissent un acte historique irréversible, que l'Union des Groupes Anarchistes-Communistes considère comme un acquis révolutionnaire.)

Les principaux éléments d'une économie et d'une société Libertaires peuvent actuellement être définis ainsi :

### I) FÉDÉRALISME

La société anarchiste-communiste doit être fédéraliste pour ne pas être totalitaire.

Le fédéralisme s'entend sur trois plans :

- Celui des unités économiques de production et de consommation vivant en auto-gestion ouvrière et paysanne.
- Celui des collectivités locales, communales, régionales et continentales, librement constituées et fédérées.
- Celui du pluralisme des tendances existant parmi les travailleurs s'organisant et s'exprimant à l'intérieur des collectivités.

Les Anarchistes-Communistes entendent élever au plus haut-degré les formes démocratiques de gestion populaire directe, quelles qu'en soient les origines ; ce sera le commencement de la construction de la société communiste.

## 2) CONTROLE OUVRIER

La gestion de la production ne peut être confiée à des dirigeants placés au-dessus des travailleurs, mais à leurs représentants désignés, responsables, et révocables à tout instant devant et par eux. Le principe de rotation doit permettre une véritable démocratie. Les producteurs doivent se grouper en conseils ouvriers et paysans sur le plan de l'entreprise, de l'industrie, du secteur économique.

La population représentant l'ensemble des consommateurs, doit parcellairement substituer aux directives d'état, le jeu de ses organismes locaux, régionaux, nationaux et supranationaux.

Ce n'est qu'ainsi que l'état politique sera liquidé. Le désintéressement, la non-participation des producteurs et des consommateurs vis-à-vis des mécanismes économiques font en premier lieu le jeu d'une classe dirigeante ancienne ou à venir.

La tendance actuelle aussi bien en régime capitaliste que marxiste à l'élargissement de l'éventail des salaires soit être inversée, ceci pour ne pas perpétuer ou créer des inégalités sociales et éviter qu'une classe ou qu'une couche de la population ne s'approprie une part démesurée du revenu global.

La disparition des classes de revenus peut seule rendre effective la disparition des classes sociales et le passage à une société anarchiste-communiste. Dans cette société, l'augmentation de la production jusqu'à l'abondance doit permettre de passer progressivement du régime du salariat avec salaire uniforme à celui de la distribution libre de biens et de services gratuits.

## 3) PLANIFICATION PAR LES CONSOMMATEURS.

L'ensemble de l'économie doit donc être coordonné et orienté hors des lois du marché, en fonction des besoins réels de la population.

La planification de la consommation et de la production doit être le fait de tous et non d'un état, d'une classe, d'une caste, jugeant à leur place des besoins des consommateurs. Le plan est déterminé par les collectivités territoriales représentant les consommateurs, c'est-à-dire l'ensemble de la population sur le plan local, régional et international, en fonction des besoins et des possibilités techniques. Ces possibilités sont communiquées par branches d'industrie et par entreprises, par les collectivités de travailleurs : ces derniers sont chargés de l'application du plan.

La planification doit donc recouvrir intégralement l'ensemble de la production, de façon obligatoire, mais en résultant des besoins et des désirs des consommateurs, et en permettant l'ajustement souple des unités de production et de consommation entre elles.

Ceci n'est possible qu'en l'absence d'une organisation étatique qui engendre nécessairement une classe dirigeante et exploitrice.

#### 4) COLLECTIVISATION SANS ETATISATION

Ce contrôle ouvrier (ou autogestion) et cette planification démocratique exigent la suppression de la propriété privée des moyens de production, de distribution, d'information, etc..., et ne doit pas se faire au profit de l'état.

Le transfert de la propriété privée à la propriété publique doit être opéré directement en confiant la gestion de l'appareil économique aux travailleurs, l'équipement social passant sous le contrôle direct de l'ensemble des consommateurs.

Dans le cas où l'acte révolutionnaire n'a pu se réaliser pleinement, sans l'instauration d'un état socialiste et même avec le maintien d'une certaine forme de capitalisme privé, la lutte révolutionnaire doit tendre par toute sorte de lutte possible à leur transformation en autogestion sociale.

Les entreprises et la terre ne peuvent appartenir en propre aux individus ou à une portion de la population, mais à tous, et doivent être placées sous la responsabilité et la gestion de la collectivité qui y vit et qui y travaille.

La collectivisation au nom de la société entière s'accompagne donc de la remise de tout l'appareil économique et social aux conseils ouvriers et paysans, aux collectivités locales, aux syndicats. Le but est de remplacer le rôle moteur et stimulant de l'intérêt privé et du profit (même sous forme coopérative) par le service public. Ceci suppose une éducation d'un niveau élevé et différente de celle qui est prodiguée dans une société de classes et par l'état.

## 5) INTERNATIONALISME

Une telle révolution, sous peine de mourir par asphyxie, doit s'étendre. La disparition des états nationaux ne peut s'effectuer que par la création de services et d'institutions supranationaux d'une part, et conjointement par la décentralisation des structures nationales suivant des cadres régionaux et locaux naturels et plus proches de l'homme.

Les travailleurs doivent coordonner leur action par dessus les frontières et faire éclater les barrières politiques et mentales, résultant de l'histoire.

Au-dessus des patries mourantes, les travailleurs doivent édifier d'eux-mêmes le monde socialiste.

Il n'y a plus de politique nationale concevable à l'époque des grands ensembles continentaux et d'une vie planétaire unique. La disparition des états nationaux voisins comme ceux de l'Europe, est un fait positif possible parce que leurs populations vivent dans l'ensemble sur le même pied.

Elle n'entraîne pas la fin des inégalités nationales dans le monde. Le problème majeur de l'humanité reste celui de la disparité apparemment grandissante entre le niveau de vie des sociétés évoluées et celui des masses continentales sous-développées (nations prolétaires). Il ne pourra être résolu que par une redistribution planétaire des revenus des peuples ayant bénéficié du développement économique, au profit des peuples ayant été victimes de l'exploitation impérialiste et coloniale.

Tout soulèvement populaire, en un point du globe, doit bénéficier de la solidarité active de tous les travailleurs ; cela d'autant plus qu'il comporte une possibilité réellement révolutionnaire.

Toute révolution authentique ne peut qu'être internationaliste par l'accueil et le soutien qu'elle reçoit et qu'elle offre. Néanmoins, pratiquer l'internationalisme prolétarien, c'est d'abord oeuvrer à l'éclatement de ses propres cadres nationaux, tout en instaurant des structures économiques et politiques spécifiques, en vue d'une autonomie politique et d'une indépendance économique, gages d'une révolution vivante.



### III - METHODES REVOLUTIONNAIRES

Les anarchistes-communistes mènent la lutte révolutionnaire par leur organisation spécifique. Le rôle de l'U.G.A.C. est de contribuer à préparer les conditions nécessaires à la Révolution. Elle veut détruire l'organisation politique et économique actuelle pour mettre en place des structures économiques communistes basées sur la gestion directe, et préparer au sein de la société socialiste, ou communiste un ordre politique anarchiste. L'U.G.A.C. n'est pas un parti, mais une organisation révolutionnaire fédéraliste qui repose sur le principe de l'unité idéologique de ses membres.

- Sur le plan économique et social, les anarchistes-communistes peuvent participer à la lutte syndicale, dans la mesure où ils peuvent militer pour des revendications contenant l'amorce des conditions révolutionnaires véritablement libertaires.

- Sur le plan politique, les anarchistes-communistes refusent les possibilités offertes par l'état et saisies par les formations de gauche : parlementarisme et collaboration administrative. Ils restent fidèles à un anti-militarisme et à un anticléricalisme radicaux. Ils s'organisent sans l'état et en dehors de lui.

Les anarchistes-communistes tendent à la constitution d'une organisation révolutionnaire dont le but est double :

- Hâter la prise de conscience des masses, en sachant que leur éducation ne peut être attendue des régimes actuels.

- Préparer l'action révolutionnaire décisive à déclencher en fonction des circonstances s'imposant comme favorables de telle ou telle conjoncture.

Ce n'est qu'à partir d'une telle pratique révolutionnaire que peut se faire l'éducation des masses. C'est ce processus de combat lié à l'auto-éducation qui constitue précisément la révolution.

## REFLEXIONS sur la CAMPAGNE ELECTORALE

---

Les prochaines élections législatives auront lieu en Mars prochain, et déjà la campagne est ouverte.

Les déclarations succèdent aux déclarations, toutes portant sur des questions qui, au fond, ne concernent que médiocrement le français moyen. Un questionnaire remis par France-Inter aux divers leaders politiques leur demandait quelle était leur conception du bonheur. Peut-être était-ce là la véritable question, encore que le bonheur est une conception totalement faussée par toutes les mystifications du régime dont l'une des plus importantes est précisément la ou les campagnes électo-  
rales.

Donc, dans l'ensemble de la France, les discussions s'engagent, les combines s'élaborent parmi ceux désirant faire "carrière" (comme on dit). En dehors des candidats du P.C. désignés par les appareils départementaux, les autres postulants sont pressentis par les états majors de la manière la plus arbitraire, selon les conditions locales et le moins que l'on puisse dire, dans des conditions peu démocratiques. Souvent d'ailleurs, ces candidats ne signifient pas grand chose pour les gens du coin, car ils ont été parachutés.

L'enjeu est-il sérieux ?

Il porte surtout sur la conception que l'on aura de la majorité et de la minorité, du rôle de l'exécutif, de la manière dont se reconnaîtraient les soit-disant "familles politiques".

Ces débats oiseux ont lieu entre gens qui se disent tous "républicains", et accusent les autres de ne pas l'être, où personne ne veut se dire de droite, et réciproquement.

.../...

- Sur tout ce fatras d'idées confuses pour le public, s'étend l'ombre de De Gaulle qui n'a pas fini son septennat et fera, de toute manière, la politique qui lui plaira avec n'importe quelle majorité.

- Sur tout cela s'étend l'ombre des monopoles et des banques qui sont les véritables maîtres et le resteront.

Depuis le "Face à Face" de Monsieur Lecanuet à la télévision, nous savons donc effectivement qu'il n'y a plus de droite en France.

Monsieur Lecanuet nous a appris qu'un homme politique ne se lance pas comme une marque de dentifrice, alors que sa campagne électorale précédente fut organisée par la firme publicitaire "Services et Méthodes" qui lança avant lui James Bond 007. Sa campagne fut d'ailleurs faite avec la sympathie "officiante" des services américains, chose qu'aucun journaliste ne lui demanda, car on sait être "fair play" à l'O.R.T.F. !

Monsieur Lecanuet se veut dans l'opposition, mais déclare s'intégrer dans le régime car, pense-t-il, aucune majorité ne sera possible sans lui. Il veut donc infléchir certains aspects de la politique gaulliste dans le sens pro-américain et pour le reste (pourquoi pas), solliciter un petit strapontin au gouvernement avec embrassade du général par-dessus le dos des gaullistes... Bien que son "amour" n'aille pas jusqu'aux communistes, il est l'adepte de la doctrine chrétienne de la fraternité. (sic)

Monsieur Lecanuet possède un double en tout point semblable à lui, mais intégré dans la majorité gaulliste : Monsieur Giscard d'Estaing, qui, très chrétien, vient de fonder un groupe d'études sur l'Humanisme Chrétien. Il veut donner à De Gaulle, un "amortisseur parlementaire" et faire évoluer le régime vers le "raisonnable"... c'est-à-dire, lui aussi, dans le sens de l'Europe pro-américaine.

Quant à l'UNR qui a pour chef de file Pompidou, ancien directeur de la banque Rotschild, et par ailleurs non adhérent à l'UNR, ce qui est tout un programme, il n'y rien à en dire, sinon que son programme tient en une phrase : Le Général a toujours raison, et les banques et les monopoles aussi !

Mais cette fois, c'est elle qui bénéficiera des services de "Services et Méthodes". Car, on vend de plus en plus les hommes politiques comme on vend du café, de l'apéritif, ou de la lessive.

Pour Monsieur Pompidou, tout va bien en France, et l'économie n'a jamais été aussi prospère : entendez l'économie capitaliste, car les revendications des travailleurs ne parviennent pas jusqu'à lui. Il ne s'est même pas aperçu de la grève de la RATP, car il circule en voiture...

Il faut dire aussi que le recrutement de l'UNR représente un fort pourcentage d'hommes qui, instinctivement, appartenaient autrefois à la droite classique, qui ont été gaullistes parcequ'ils étaient partisans de l'Empire et de l'Algérie Française, et qui ont suivi la nouvelle politique gaulliste surtout parceque leur mentalité réclamait un souverain, un homme qui incarne la France, un "sauveur".

... Et si la bourgeoisie française a toujours aimé les sauveurs, il faut bien dire qu'ils se font rares, et qu'après De Gaulle, il sera difficile d'en trouver un autre. On nous dit que le Comte de Paris est sur les rangs... Alors ! le français moyen aurait à s'occuper des agissements de la famille royale, de la façon dont les princes font l'amour et les campagnes de la grande presse sur les amours de Soraya, BB et autre Johny Halliday et Sylvie sont une excellente préparation. Car rien n'est laissé au hasard, n'est-ce-pas Mrs. Dassault et Del Duca ?

.../...

La grande faiblesse du gaullisme est, en effet, de savoir ce qui se passera après la disparition du grand homme, et de pouvoir résoudre une continuité. On est donc appelé - et cela est sérieux - à chercher ce qui est durable dans les positions ambiguës prises par le Général:

C'est, bien sûr, la politique extérieure qui apparaît la plus valable et fait couler le plus d'encre. Elle est, en grande partie, une mystification qui fait qu'on l'interprète à la fois comme ultra-révolutionnaire, ou bien comme un relent de nationalisme exacerbé. Et personne n'a encore choisi entre les deux interprétations.

- Le soutien aux pays sous-développés qui séduit certains hommes de gauche, n'est que le soutien des féodalités locales qui espèrent échapper au socialisme grâce à cette aide artificielle.
- Le neutralisme ne vise qu'à trouver au capitalisme français des débouchés que ne lui offrent plus les autres marchés.
- Et puis, il y a le soutien à Franco,  
et à l'Afrique du Sud,  
et la fameuse "bombe".

- Mais, dans cette confusion, il reste que le dégagement de la France de l'OTAN correspondait à une aspiration profonde de notre peuple.

Il reste aussi que De Gaulle passe dans le tiers-monde pour le champion de la décolonisation et que ces deux éléments positifs rendent "gaullistes" les gouvernements des démocraties populaires qui commercent avec la France et proposeraient assez volontiers un neutralisme semblable vis à vis de l'URSS.

Tout cela ne saurait nous gêner, et les révolutionnaires savent que la voie vers l'émancipation des peuples passe souvent par la meilleure exploitation possible des contradictions du régime d'exploitation.

Ce dégagement vis à vis des USA, valable sur le plan militaire, ne saurait complètement nous abuser, et nous faire oublier que le capitalisme américain colonise une grande partie de l'industrie française.

Quant à De Gaulle lui-même, il se moque de la gauche et de la droite, puisqu'il est tout bonnement en train de se venger des vexations que lui firent subir les américains en 1944 !!! A quoi tient le destin des peuples, cher électeur !

Toujours est-il que cette politique extérieure fait l'admiration de Monsieur Emmanuel d'Astier qui, pour la défendre, n'a pas hésité à quitter ses amis de la gauche classique pour rejoindre ces animaux curieux que l'on appelle les "gaullistes de gauche"!

- Ceux-ci étaient réunis au sein d'au moins six ou sept organisations (Front du Progrès dont le responsable - on ne peut inventer ces choses-là - s'appelle BIDON, Centre de la Réforme républicaine, Cercle Jules Vallès, etc...etc...) dont les appellations échappent totalement au grand public.

Depuis la victoire de l'UNR aux élections partielles de BRIVE qui tend à prouver qu'un certain nombre d'électeurs de gauche votent gaullistes, ces messieurs ne se sentent plus.

Certains intellectuels croient voir dans le gaullisme de gauche un effort pour adapter la gauche aux nécessités de notre temps sur le plan économique et technique, et le programme d'expansion du candidat CHARBONNEL à BRIVE paraissait justifier cette thèse.

- De toute manière, nous savons que gauchiste ou droitier gaulliste, est surtout un représentant de la nouvelle classe technobureaucratique en formation dans notre pays.

- La présence parmi les gauchistes d'un certain nombre d'anciens amis de MENDES-FRANCE, si elle justifie cette interprétation, n'en contribue pas moins à la confusion.

Au cours d'un colloque qui s'est tenu à PARIS, le Samedi 3 Octobre 66, la gauche gaulliste s'est unifiée en "Convention Vème République".

Pour quoi faire ?

Pour former - dit la résolution finale - dans le cadre du contrat de majorité, le troisième volet d'un tryptique avec les républicains indépendants et les UNR-UDT.

Au départ, tout le monde croyait que ces gens de gauche se désolidariseraient de la politique intérieure et "sociale" de POMPIDOU.

- De fait, ils veulent influencer, eux aussi, la politique intérieure du Général, dans le sens inverse de GISCARD D'ESTAING.

- Mais, comme tout cela se place dans le "contrat de majorité", les listes gaullistes aux élections proposeront aux électeurs des gens qui prétenderont représenter des positions opposées.

C'est tout bonnement se moquer du monde !

Ainsi, tout est clair : Votez donc n'importe qui, cela n'a aucune importance, ces Messieurs feront ensuite leur petite cuisine au sein de ce merveilleux tryptique..

Et pour réaliser ce but grandiose, du fait que selon ces nouveaux illusionnistes, "seule la Vème République peut réaliser les buts de la gauche" (nous, on ne sait pas ce que sont les buts de la gauche), il est temps que les syndicats, dit DAUER du Front du Progrès, "renoncent à la paralysie de la Charte d'Amiens" (on croyait que c'était fait !)

Dans quel but ?

Pour "redéfinir de nouveaux rapports entre patrons et ouvriers".

Tout cela rejoint le fameux amendement VALLON et l'Association Capital-Travail du RPF qui sera le thème principal des gaullistes lors de la prochaine campagne.

Tout cela n'est pas nouveau.

- On accorde une aumone aux travailleurs, sous forme de participation.

- Le patronat reconnaît le syndicat.

- Et en échange, la classe ouvrière ne remet plus en question l'existence du régime d'exploitation.

C'est par des mesures de ce genre que le pape Léon XII prétendait lutter contre le socialisme au XIXème siècle.

C'est le programme de la CFTC de 1929,

et c'est la Charte du Travail de PETAIN.

On voit combien ces messieurs sont en avance.

- Si cette mesure est adoptée, ce serait non seulement la fin de toute possibilité de socialisme par une contestation du régime, mais encore, la fin de toute revendication qui est taxée par ces messieurs d'une "guérilla sans espoir".

DAUER présente ces mesures comme la "conquête méthodique des appareils productifs par la classe ouvrière".

Les Comités d'entreprise se voulaient déjà un élément de conquête. On sait ce qu'il en est advenu :

- Ils ne sont que des instruments de mystification et n'ont donné aucune part réelle à la marche des entreprises.

- Même si les projets gaullistes donnaient cette part réelle, ce serait la collaboration de classe érigée en institution, et non la suppression des classes.

Mais, qui ne voit combien les réformistes de la gauche classique seront gênés par les mesures gaullistes auxquelles ils ne pourront rien opposer dans le cadre de leurs idéologies d'aménagement du régime ?

.../...



Le citoyen MITTERAND dont nous parlerons dans notre prochain numéro, vient de s'en tirer en affirmant tout net, que les travailleurs refusent la cogestion. La gauche classique prône des nationalisations problématiques.

- Aux révolutionnaires de revendiquer non la cogestion, mais la gestion des entreprises par les travailleurs seuls, après la liquidation de la propriété privée des moyens de production.

- Mais cela, c'est la Révolution qui le donnera aux travailleurs et non une majorité confuse à des élections qui s'annoncent dès maintenant comme une vaste comédie.

### A PROPOS DU "SOCIALISME"

On a annoncé récemment que les deux partis socialistes italiens viennent de fusionner. Il n'existe donc plus qu'un grand parti réformiste en Italie.

En France, même, dans le cadre des élections législatives, le P.S.U. fait des ouvertures sérieuses à la fédération de la Gauche de Mitterand-Mollet.

Enfin, le dialogue "idéologique" est ouvert entre le Parti Communiste et la S.F.I.O. Dans un premier texte, la S.F.I.O., après avoir affirmé que la démocratie est le moins mauvais des systèmes et le plus difficile à appliquer, parodiant la célèbre phrase de Bakounine qui, lui, parlait de la liberté et non de la démocratie. Mais c'est de la démocratie bourgeoise dont parle la S.F.I.O. et le P.C. dans sa réponse démentit cette sorte de démocratie à juste raison. Ce n'est que verbalisme de la part de l'appareil du P.C. qui ajoute: "En raison des traditions démocratiques, on peut envisager pour la France un passage pacifique au socialisme". C'est bien par le moyen de la démocratie bourgeoise que l'on veut oeuvrer.

C'est dans ce sens que l'on va aussi en France vers un grand regroupement réformiste de ceux qui pensent que les capitalistes et les monopoles français accepteront sans heurt, en s'inclinant devant le jeu démocratique problématique (il n'y a même pas de majorité de gauche possible actuellement) l'instauration du socialisme. Ce sera la base du futur illusionisme électoral.

Près de nous pourtant, en Angleterre, un grand parti "socialiste" est au pouvoir par la voie démocratique. Que fait-il? Il s'emploie à sauver le capitalisme britannique en déconfiture comme un "gérant loyal". Il fait taire les syndicats et soutient l'agression américaine au Viet-Nam. Comme les capitalistes doivent préférer ce gouvernement à celui des conservateurs qui avec la même politique soulèveraient l'hostilité des syndicats et de la gauche! Pourtant, l'Angleterre aussi a des traditions démocratiques et nos gens du P.C. devraient en conclure que le socialisme y est pour demain comme Marx le croyait déjà!

Signalons qu'en Yougoslavie où le Socialisme est né de l'insurrection populaire, de la violence révolutionnaire, le congrès de l'Auto-gestion se prépare à tous les échelons de la société et la "Ligue des Communistes" qui renonce à être un parti envisage pour son prochain congrès une meilleure adaptation au pouvoir direct des travailleurs.....

NOTES SUR LA SITUATION FRANCAISE SUR LE PLAN ECONOMIQUE

---

C'est un lieu commun que de parler des contradictions du régime capitaliste occidental. Il n'est cependant pas inutile de faire le point de temps à autre pour éclairer les travailleurs.

Voyons donc la situation réelle et non celle que Monsieur Pompidou donne à la télévision.

En cet automne 1966, il y a déséquilibre total sur le marché du travail : Ainsi les patrons de la métallurgie ou du textile se plaignent de ne pouvoir trouver de la main-d'oeuvre qualifiée.

- C'est évidemment mettre l'accent sur les insuffisances de notre enseignement technique qui n'est pas capable, en général, de fournir des ouvriers qualifiés.
- C'est aussi poser le problème de la démocratisation de l'enseignement.

Pendant ce temps, il y a des milliers de jeunes qui se trouvent sans travail à la sortie de l'école. Le chômage est d'ailleurs criant parmi les manoeuvres du bâtiment.

Le pouvoir nous présente les fusions d'entreprises et la fameuse décentralisation comme une merveilleuse solution :

- Mais seuls les ouvriers spécialisés trouvent à se reclasser,
- tandis que les cadres administratifs et le personnel de bureau sont, eux aussi, livrés au chômage.

Ce manque de qualification explique que les patrons augmentent en général leur production, en allongeant les horaires de travail. Et les salaires n'étant pas assez élevés, les ouvriers trouvent normal de faire des heures supplémentaires pour vivre, alors que d'autres n'ont pas de travail.

La situation dans les houillères est très peu satisfaisante, et dans le Bassin de Lorraine, on a maintenu la production de l'année dernière, en diminuant la main-d'oeuvre des mineurs de fond.

- Dans les mines de fer, on diminue aussi les effectifs et il y a contraction des horaires.

Pendant ce temps, on fait des heures supplémentaires dans l'automobile et on ne trouve pas de main-d'oeuvre qualifiée.

La production des biens de consommation est par contre satisfaisante, en ce moment. Mais on craint néanmoins une diminution dans le commerce de la laine pour 1967.

Mais qui ne sait que le plus gros client des biens de consommation se trouve être la classe ouvrière, et que si les salaires ne sont pas augmentés, les achats diminueront fatalement.

En Septembre 1966, 31 % des machines à laver vendues en France l'ont été à crédit. Car c'est la solution trouvée par le capitalisme pour maintenir la stabilité de la demande tout en mettant la classe ouvrière en condition.

\* \*  
\*

Le Marché Commun fut longtemps présenté aux yeux de l'opinion, comme un moyen d'harmoniser le capitalisme occidental et de le sortir des cadres nationaux jugés trop étroits.

Aux dires des adeptes de la "petite Europe", la suppression des droits de douane et des contingentements devait amener l'harmonie.

- Mais le capitalisme occidental n'est pas pour autant, libéré de ses contradictions :

.../...

Dans la sidérurgie :

- l'Allemagne de l'Ouest a maintenant diminué ses commandes,
- les forges belges ont baissé leurs prix,
- et les sidérurgistes français sont de plus en plus en difficulté pour aligner les leurs.

Dans le secteur des machines à laver :

- la concurrence de nos voisins risque d'être redoutable.
- Il faut ajouter à cela l'apparition d'un nouveau concurrent sérieux : le Japon.

Il est donc logique que le capitalisme français cherche des débouchés. La fameuse politique étrangère gaulliste n'a pas d'autre sens bien que les exportations vers les pays du tiers monde imposent des prix extrêmement bas.

Cet effort dans la lutte pour les débouchés est le but premier du fameux Vème plan qui, d'après ses promoteurs, est un plan d'efforts.

- Mais ainsi que le montre notre analyse de la situation, la politique économique du gaullisme ne porte à aucun moment sur un effort général de stabilité et de prospérité économique.

Actuellement, l'industrie aéronautique se porte bien, et la série des caravelles va être portée de 240 à 250 unités. Il y a effort sur le Concorde. L'industrie automobile progresse et les ventes à l'étranger ont progressé dans de larges proportions. Renault installe une usine même en URSS ! Il y a une forte progression, aussi, dans les calculateurs électroniques.

Tout cela montre que l'on désire donner à certains monopoles français, une taille internationale pour pouvoir lutter contre d'autres monopoles.

- Cela aboutit à l'abandon de nombreux autres secteurs qui, pour pouvoir se maintenir, sont obligés de renoncer à de nombreux investissements.

- Et la place est libre pour d'autres investissements étrangers, pour la plupart américains.

On voit que la soit disant politique d'indépendance nationale contribue simplement à augmenter les bénéfices de certains trusts qui soutiennent le pouvoir ( DASSAULT par exemple ).

Le plan gaulliste envisage que l'effort demandé à l'économie française devra être basé sur l'auto-financement des entreprises et sur l'épargne.

Cet auto-financement est envisagé par le Plan à un taux brut de 70 %. Mais déjà de nombreux secteurs ne peuvent investir parceque - disent-ils - leurs marges sont trop faibles.

Il est clair que l'augmentation des marges aboutirait à une augmentation des prix à la consommation. Cela diminuerait encore le pouvoir d'achat à l'intérieur, et provoquerait des mouvements revendicatifs, tandis qu'à l'extérieur, le capitalisme français ne serait plus compétitif.

Comment donc aboutir à cet auto-financement en trouvant des subsides pour investir ?

- EN SACRIFIANT le marché intérieur, c'est-à-dire en diminuant la consommation des travailleurs.

- C'est pourquoi le plan considère comme normal le taux élevé de chômeurs, et qu'il empêche les augmentations de salaires de plus de 3,2 % par an !

- On compte aussi sur l'épargne, c'est-à-dire sur les investissements créés par les économies des citoyens. Mais qui ne voit que dans ce cas aussi, on aboutit à une réduction de la consommation.

C'est dans le même sens que l'on impose des réductions de consommations aux grands secteurs collectifs d'intérêt général comme l'Education Nationale par exemple. On diminue aussi les fonds destinés à la recherche scientifique, et surtout médicale. C'est ainsi que les pharmaciens demandent que soient élevées leurs marges, car les laboratoires ne peuvent plus "auto-financer" leurs recherches !

Mais il n'y a pas d'économies de consommation pour les industries étatiques ou privées qui travaillent pour les bombes atomiques et pour la célèbre Force de Frappe, autant inutile que coûteuse...

C'est dans cette situation que s'ouvre l'année revendicatrice.

Quelle sera la réponse des syndicats et des organisations ouvrières, compte-tenu que, grâce au chômage montant, le gouvernement possède une arme redoutable pour endiguer les légitimes revendications des travailleurs ?

- La C.G.T. déclare, dans un memorandum remis à Pompidou le 21 Octobre dernier :

"Les représentants syndicaux doivent pouvoir faire valoir leurs arguments et revendications, indépendamment du Vème plan dont ils ne sont ni les auteurs, ni les inspirateurs, qu'ils n'ont cessé de combattre... "

FRACHON demande : (déclaration faite à France-Inter le 14 Octobre) "La réduction du temps de travail à 40 Heures, ce qui devrait résorber le chômage, la stabilité de l'emploi, et une augmentation générale des salaires."

- Mais c'est aussi par là même demander la liquidation du Vème plan et du régime gaulliste.

Il apparaîtra de plus en plus clairement que ce ne sont pas les élections qui pourront parvenir à ce but, mais l'action directe des travailleurs dans l'unité avec pour perspective essentielle : le Socialisme.

.../...

## LES BEAUTES DU MONDE LIBRE...

Il n'est pas inutile de savoir et de faire savoir pourquoi les valeureux "marines" se battent au Viet-Nam. Bien sûr, pour sauver la civilisation et qui plus est la "civilisation chrétienne"...

- Un grand savant américain vient de découvrir, d'isoler et de rendre apte à une propagation infinie, un virus de la peste qui résiste à tous les antibiotiques connus. Ce qui ne manquera pas d'intéresser Johnson et le Pentagone pour leurs futurs bombardements... Les Flemmings et autres savants qui s'emploient à guérir les maladies ne sont que des imbéciles...

- Selon le "Reader's Digest" de Septembre, une véritable inquisition règne aux USA par la pratique généralisée du détecteur de mensonge. "Est-il-admissible" demande la revue "que l'obtention d'un emploi ou le maintien dans cet emploi dépende d'un appareil..."

Des milliers de travailleurs ou de candidats à un emploi sont obligés de se soumettre à l'épreuve. Plus de 150 agences privées vivent de cette activité et leurs affaires sont en pleine expansion. Il y a des maisons où l'on ne peut être engagé, fut-ce comme balayeur, sans avoir subi l'examen. "Le test" n'est pas autre chose qu'un cuisinage perfectionné destiné à obtenir des renseignements pouvant causer un préjudice à celui qui les donne... Les candidats s'entendent de plus en plus souvent poser des questions dans le genre de celles-ci : Etes-vous partisan du syndicalisme ? Avez-vous des dettes ? Aimez-vous votre femme ?

Le fascisme, ce n'est pas autre chose...

## LE PAPE ET LA PAIX

Tout comme Pie XII à la veille de la guerre de 1939 et avec un même souci d'efficacité semblait-il, PAUL VI se préoccupe dans son encyclique "Christi Matri Rosarii" de la Paix au Viet-Nam et décrète un mois de prières "arme ultime de l'Eglise" dont les résultats positifs ne sont plus à démontrer. Mais les termes du Pape sont si ambigus (ce qui est dans la tradition de l'Eglise) que Johnson peut au cours d'une conférence de presse "se déclarer satisfait" et promettre "de faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider le souverain pontife dans ses efforts". PAUL VI a envoyé un émissaire aux évêques du Sud Viet-Nam qui sont, comme chacun sait, le principal soutien du régime du général KY contre les bouddhistes... D'où il découle que l'Eglise fait appel aux incendiaires pour éteindre le feu.

## LE PARTI NAZI AMERICAIN

Le führer des nazis américains est-il un illusionniste ou participe-t-il à la psychose créée aux USA par la guerre du Viet-Nam? Il vient de déclarer dans un meeting à Chicago qu'il sera en mesure d'appliquer le programme nazi en 1972, date à laquelle il dit devoir être élu président des U.S.A.

Certains de ses ministres sont déjà désignés : Hoover, actuel chef du FBI à la justice et le fameux gouverneur Wallace, chef de file des racistes aux affaires étrangères. Les noirs seront déportés en Afrique et les juifs seront expropriés et stérilisés. Un certain nombre d'hommes politiques seront pendus dont Truman et Eisenhower !

# POUR LA SOLIDARITE AUX PEUPLES OPPRIMES

## Principe général :

Aujourd'hui, la révolution a déserté le monde occidental, pour se développer, de manière plus ou moins heureuse, dans le tiers monde. Pour nous qui voulons nous attacher aux mouvements révolutionnaires de ces pays, de véritables informations et des contacts, directs si possible, sont nécessaires. Il est en effet de première importance de connaître, non seulement les problèmes qui se posent à ces mouvements, mais aussi la manière dont ceux-ci les perçoivent et essaient de les résoudre. C'est d'ailleurs le seul véritable moyen de comprendre et de montrer l'évolution des révolutionnaires du tiers monde.

Cela présente un triple intérêt :

D'abord, la présence d'une pratique révolutionnaire de fait nous aide à ne pas tomber dans " l'intellectualisme ", à nous éviter de poser des problèmes qui n'existent pas, et de ce fait nous mettre "hors-circuit".

Cela nous permet également, de remettre en question l'idéologie, théorie comme pratique, en rénovant des concepts qui ne sont plus valables et qui même se sont révélés être réactionnaires.

Enfin, nous pourrons débattre à l'intérieur du mouvement révolutionnaire mondial, de ce qui est et de ce qui n'est pas révolutionnaire. C'est cela le début de la solidarité internationale qui devrait être le fait du socialisme.

Il ne s'agit donc pas ici, uniquement de donner des informations particulières ; il ne s'agit pas non plus de nous contenter des informations de la presse bourgeoise ou des bureaucraties dirigeantes ; nous voulons prendre contact, comprendre et décrire, enfin formuler une critique constructive, si nous en avons les moyens.

---

## ALGERIE

Pour ce premier texte, nous choisissons l'ALGERIE parce qu'elle est proche de nous, et pas seulement dans le temps et dans l'espace, mais nous connaissons mieux les problèmes de nos camarades algériens qui viennent de publier un texte dont le préambule est :

" Nous souhaitons qu'il soit pour tous les révolutionnaires, une contribution qui nous aidera à la clarification nécessaire aux luttes en cours. "

Ce qui est bien en accord avec le Principe que nous développons ci-dessus.



" LA REVOLUTION SOCIALISTE TRIOMPHERA EN ALGERIE " est le titre de ce texte présenté par le FLN-ORP ( Front de Libération National - organisation de Résistance Populaire ) organisation née au sein même du F.L.N. après le coup d'état du 19 juin, et qui rassemble la " gauche " du FLN et une deuxième famille politique le PCA ( Parti Communiste Algérien ).

Cette brochure est paru en mars 1966, et est une des premières analyses sérieuses du Putsch et de la situation actuelle de l'Algérie. Même si ce texte apparaît comme un recul vis à vis de la CHARTRE D'ALGER, qui caractérisait une option très nette en faveur de l'autogestion, il est toutefois la prise de conscience des manques et des faiblesses des révolutionnaires algériens, et ainsi l'actualisation de la pratique comme de l'idéologie de l'ORP. D'ailleurs, si l'ORP se veut " socialiste scientifique " et si elle n'est pas marquée par telle ou telle doctrine, au travers de ce texte, on peut très bien ressentir l'influence du PCA ; ainsi cette brochure est certainement un compromis entre les deux familles qui forment l'ORP.

A propos de ce texte, nous voulons présenter une brève analyse de la situation en Algérie.

-:-:-:-

L'ALGERIE : 4 ANS APRES L'INDEPENDANCE

1 AN APRES LE COUP D'ETAT.

L'équipe de BEN BELLA n'était pas exempte de contradictions, mais son option pour l'autogestion semblait, malgré quelques réticences, se développer en prenant parti pour les masses populaires. Le Coup d'Etat est survenu à la veille de la réforme agraire, du retour de 30 000 militants de France pour prendre des responsabilités, de la réconciliation avec le FFS ( Front des Forces Socialistes de Aït Ahmed ), et de la conférence Afro-Asiatique, qui donnaient à l'Algérie une influence mondiale.

Le Coup d'état a été l'expression même de la lutte des classes en Algérie. Par l'ANP ( Armée Nationale Populaire ) de Boumédiène, c'est la petite bourgeoisie bureaucratique qui prenait le pouvoir, en s'appuyant sur la bourgeoisie exploiteuse, les classes moyennes et le capital étranger. Les révolutionnaires ne surent pas répondre. D'une part, par le manque de cohérence dû à la division des forces socialistes, d'autre part, par le confusionnisme dans les méthodes de travail du FLN et de la direction de Ben BELLA, enfin du manque de moyens mis en oeuvre pour effectivement réaliser la Charte d'Alger. Ainsi le retard pris dans la formation d'une organisation d' "Avant-garde " à laisser le champ libre à la réaction.

Il se trouve donc actuellement, trois secteurs économiques différents : capitalisme privé traditionnel ; un secteur capitaliste bureaucratique d'état ( les nationalisations ) ; enfin un secteur autogéré, en théorie et dans une certaine pratique, directement aux mains des travailleurs. Ces trois secteurs sont contradictoires, et il est peu pro-

nable qu'ils puissent coexister longtemps. Il semble que ce soit l'autogestion qui est le plus en danger, car en ce qui concerne le Clan Boumédienne :

" Par sa nature et ses méthodes, cette dictature est antidémocratique et antipopulaire. Elle tourne le dos à la voie non capitaliste de développement et au socialisme . Sous le couvert de "retour aux sources" et au nom de l' "efficacité" elle met en oeuvre l'orientation du capitalisme d'état qui favorise les couches exploiteuses et bureaucratiques et les néocolonialistes au détriment des travailleurs, des couches populaires et du développement accéléré de l'économie nationale. "

( La Révol. Soc. triom. ... p 14 )

Les femmes algériennes sont particulièrement visées par ce " retour aux sources " ; retour à l'Islam et au voile, cet alibi arabo-islamique. L'autogestion, qui est le secteur révolutionnaire est sous le coup de l' "efficacité", donc d'une réorganisation par l'état, ce qui pourrait bien être la liquidation de l'opposition révolutionnaire, les travailleurs ne pouvant, d'autre part, vraiment défendre les acquis de l'autogestion.

Le régime Boumédienne ( dont le clan connaît actuellement quelques scissions ) ne s'est pas rendu populaire. C'est un régime policier de répression qui empêche toute vie politique. Ainsi la lutte des classes fut reprise par les organisations de masses, non seulement par l' UGTA ( Union Générale des Travailleurs Algériens ) qui organisa de nombreux mouvements de grèves et pris position par ses congrès et surtout par son journal " Révolution et Travail " qui fut plusieurs fois saisi et définitivement supprimé en avril dernier ; par l' UNEA ( Union Nationale des Etudiants Algériens ) dont les responsables sont emprisonnés à la suite du mouvement de grèves de mars dernier ; par les Jeunesses FLN et les Femmes Algériennes. Cette impopularité et cette opposition et cette opposition, plus ou moins explicite de la part des travailleurs, a obligé le régime à faire des concessions comme les nationalisations des mines d'Oujda et l'arrêt du mouvement de réappropriation des terres par des propriétaires privés. La lutte des classes n' est pas finie en Algérie, et l'enjeu est :

" La propriété sociale des principaux moyens de production et le pouvoir des travailleurs, seuls capables d' extirper l'exploitation de l'homme par l'homme. "

( La Rev. Soc. triom. ... p 43 )

#### POUR LE TRIOMPHE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE ...

Pour nous, en tant que révolutionnaires, la démarche de nos camarades Algériens est une remise en question de nos propres analyses et choix . C'est autour de l'autogestion que se regroupent les révolutionnaires, tout en montrant, cependant, les principaux

problèmes qui se posent à elle. Il s'agit tout d'abord de la spontanéité dont on a trop attendu, alors qu'elle ne pouvait se structurer seule et se donner une force politique suffisante pour échapper au danger du bureaucratisme d'état, qui intervient toujours d'une manière autoritaire en conflit avec la gestion sociale des travailleurs,

Cette spontanéité idéalisée, aboutit au manque de cohérence des ouvriers et des paysans qui ne mirent pas en place leur propre organisation de classe. Dans le programme proposé par l'ORP, l'UGTA joue le rôle d'organisation de masse des travailleurs, mais pour l'ORP, il faut également travailler à l'élaboration d'un véritable "parti d'avant-garde", Front de toutes les forces démocratiques, unissant tous les révolutionnaires sincères et pratiquant le centralisme démocratique... Parti Unique construisant le socialisme et échappant au danger de bureaucratisme comme de totalitarisme. "

D'une part, la prise de position pour l'autogestion, une bonne critique de l'état et du bureaucratisme et de l'arbitraire, d'autre part une analyse moins nette du "Parti Unique" et du centralisme démocratique, ce qui représente un danger certain ; tel est le bilan de cette brochure de l'ORP dont malgré tout la recherche nous semble être la recherche de tous ceux qui luttent pour la révolution sociale.

Même si certains problèmes paraissent encore très flous, à travers le programme que propose l'ORP, nous voyons se développer une pratique révolutionnaire qui semble se détacher de toutes tares doctrinales et sectaires : pour un "Socialisme scientifique". Sans jamais oublier que :

" L'issue dépend en grande partie de l'action qui sera menée par les forces vives de notre peuple. "

Nous aurons à revenir sur ces problèmes, comme nous espérons le succès de la lutte menée par nos camarades algériens, pour le socialisme dont les principes sont donnés dans la CHARTRE D'ALGER.

---

Nous devons également signaler la parution de la " Seconde lettre ouverte aux Algériens, 20 Juillet 1966 " de Mohamed BOUDIAF ; ainsi que la récente interview d' Art AHMED dans le journal COMBAT du 3 novembre 1966, où l'on retrouve quasiment les mêmes analyses et préoccupations que dans le texte plus construit de l'ORP, et le même désir de construction d'un "parti d'Avant-Garde" qui rassemblerait tous les militants révolutionnaires.

Enfin l'OCRA ( Organisation clandestine de la Révolution Algérienne ) vient de recevoir l'adhésion de deux responsables du clan Bounédienne, Bounédienne se trouve ainsi de plus en plus isolé.

C'est pourtant l'analyse du contenu social de ces groupement qui est décisive. Alors que l'OGRA, Boudiaf et Ahmed se trouvent à Genève ; l'ORP est implanté en Algérie, comme plusieurs manifestations nous l'ont montré.

\*\*\* Nous tenons la brochure de l'ORP : " LA REVOLUTION SOCIALISTE TRIOMPHERA EN ALGERIE " a votre disposition. Demandez la Nous.

## EVOLUTION ET REVOLUTION EN ESPAGNE

Espérant hériter de la paix sociale, "l'opposition" en Espagne joue le jeu de l'évolution, et tout en clamant que la libéralisation ne libéralise pas grand chose, elle demeure prisonnière des règles que le régime impose.

Nos camarades de la Fédération Ibérique des Jeunes libertaires, infiniment plus proches des classes ouvrière et paysanne, situent le problème sur son véritable terrain : Celui de la révolution. Sur ce terrain, ils se sont retrouvés avec des militants de formation marxiste et même chrétienne, en rupture de dogmes.

L'opération DURUTTI, c'est à dire l'enlèvement du contre-amiral Norman G. Gillette, commandant en chef des forces américaines en Espagne, organisée par cette aile marchante de l'anarchisme espagnol, montre la continuité des luttes révolutionnaires qui se mènent actuellement dans le monde.

Même si l'arrestation de cinq camarades a empêché, in extremis, sa réalisation pratique, le Comité Péninsulaire et la Délégation Extérieure de la FIJL ont su profiter du retentissement de l'affaire pour faire en sorte que leurs buts soient bien interprétés.

En enlevant le commandant chef, "symbole vivant de l'occupation américaine en Espagne", les anarchistes attaquaient directement le capitalisme le plus impérialiste qui actuellement soutient Franco tout en aidant ceux qui préparent le passage sans heurts du capitalisme dans un nouveau cadre politique.

"Avec la complicité de Franco, disent nos camarades, les projets agressifs des forces américaines trouvent dans leurs bases d'Espagne des appuis logistiques d'une importance primordiale pour imposer, au moyen de la menace thermo-nucléaire que constituent les bombardiers, l'escalade de la guerre au VIETNAM."

Par delà les différences idéologiques, la solidarité des révolutionnaires est donc une évidence, et nos camarades savent bien que si l'impérialisme américain n'est pas mis en échec au VIETNAM, il continuera à vouloir écraser toute révolution y compris en Espagne.

DJIBOUTI : un climat d'ave qui tue le blanc. Une vraie cocotte minute ! Son arrière pays : un vrai désert.

Le lecteur de l' "Aurore" ou autres "Parisien", va encore s'étonner d'un attachement si fort à une COLONIE qui lui coute si cher. Mais ce qu'il ignore c'est que Djibouti est un grand port pour de puissants français, un poste-clé dans une région du monde où, par ailleurs, la France est absente. Notre homme va-t'il s'indigner de ce que l'on brade les ultimes vestiges de son patrimoine national jadis si glorieux ?

Qu'il se rassure ! Si, face à la pression de revendications locales que notre administration a très largement justifiées, De Gaulle est obligé, pour sauver sa réputation de chef de file du neutralisme et de l'indépendance nationale, de reconnaître aux Somaliens le droit à l'autodétermination, il s'empresse par ailleurs de brandir la menace de la famine que, paraît-il, ne manquerait d'entraîner la suppression de l'aide française à ce pays.

Vivez libres si vous le voulez, mais vivez pauvres ! Belle leçon de prostitution de la part d'hommes qui nous enseignent que sans indépendance économique il n'est pas d'indépendance véritable. Notre patriote nous dira qu'il n'y a rien là que de très naturel. Pourquoi il serait grand temps qu'il comprenne que le colonialisme est une GUERRE. Re comme les autres, encore que bien plus néfaste et hypocrite, et que partant nous devons exiger des impérialistes le versement d'indemnités aux pays qu'ils ont arbitrairement soumis et mis à sac avec tant de méthodes.

#### MILOVAN DJILAS

vient d'être libéré par Tito après plus de huit ans de détention. Auteur de la "nouvelle classe dirigeante" il fut un des premiers militant d'un pays "socialiste" à montrer le caractère de classe de la bureaucratie, donc à défendre l'autogestion.

#### Karol MODZELEWSKI et JACEK KURON

dans le même temps, sont en prison. Ils ont publié une "Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais" pour expliquer leur opposition et répondre à leur exclusion du Parti. Leur analyse des intérêts de classe de la bureaucratie, de sa politique économique, de la situation de la classe ouvrière exploitée par une bureaucratie qui ne peut éviter la crise ; et leur option pour une autogestion généralisée ; semblent décisives.

Dans le même temps, cinq de nos camarades de la FIJL sont en prison à Madrid, Hugo Blanco risque d'être assassiné au Pérou, L'impérialisme américain continue son rôle de flic du capitalisme international et ses troupes débarquent dans le delta du Mékong.

Mohamed KHIDDER est assassiné, toujours à Madrid.

Quant à BEN BARKA ...

